

société civile informée confirment l'authenticité des réformes. Il est encourageant de voir que l'Union soviétique s'engage non sans mal dans la voie tortueuse qui mène à la démocratie.

Nous revenons de notre séjour encore plus convaincus que notre pays a tout intérêt, à long terme, à resserrer ses liens avec une Union soviétique en voie de réforme. Nous devons avoir la clairvoyance et la détermination de le faire. Lorsqu'on nous a informés, par exemple, que l'Union soviétique songeait à transférer son site d'essais nucléaires de l'Extrême-Orient dans l'Arctique, nous nous sommes rendu compte tout à coup de notre interdépendance géographique et environnementale. Nous devons mieux comprendre l'Union soviétique et améliorer sensiblement la place que nous lui réservons dans nos relations internationales.

La visite du premier ministre Mulroney, l'automne dernier, a contribué pour beaucoup à réactiver des relations languissantes et à faire naître chez les Soviétiques l'espoir d'un regain d'intérêt de la part des Canadiens, mais nous croyons qu'une autre injection d'adrénaline politique s'impose. Nous soulignons que nous sommes le premier comité parlementaire canadien à visiter l'Union soviétique et qu'une délégation parlementaire dirigée par les présidents de la Chambre des communes et du Sénat nous y avait précédés. Nos rencontres avec des élus soviétiques à l'échelle de l'union, des républiques et des villes ont été parmi les plus satisfaisantes et les plus encourageantes. Ces rencontres nous ont convaincus que la «diplomatie parlementaire» pourrait grandement renforcer notre volonté politique de resserrer nos liens et de nous attaquer aux problèmes d'intérêt commun dans de nombreux domaines, du commerce à la sécurité en passant par l'environnement.

Dans les deux Allemagnes, nous avons assisté aux préparatifs fébriles de l'unification d'un pays déchiré par un passé d'agression. Certains Allemands sont convaincus que l'«unification interne», c'est-à-dire les questions économiques et sociales qu'il incombe aux seuls Allemands de régler, n'est qu'une question de temps et d'argent. À y regarder de près, toutefois, il est évident que le processus ne sera pas si facile. Nous avons noté que les partisans de l'unification rapide craignent sincèrement que le projet ne soit victime de retards, mais beaucoup d'Allemands s'interrogent sur le rythme du changement et sur ses coûts sociaux et économiques. Il n'empêche que l'union économique se fera d'ici le 2 juillet. Le Canada, pour sa part, doit surveiller les occasions que peut offrir le rétablissement économique et écologique de l'Allemagne de l'Est.